

N° 45/CA du Répertoire

N° 94-54/CA du Greffe

Arrêt du 22 août 2002

AFFAIRE : Joseph GNANGUENON et Consorts
C/

Ministre de la Défense Nationale
et Ministre des Finances

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance en date du 05 avril 1995, enregistrée au Greffe de la Cour le 21 avril 1995 sous le n° 108/GCS, par laquelle les sieurs GNANGUENON Joseph et consorts ont saisi la Cour Suprême d'un recours de plein contentieux contre les Ministres de la Défense Nationale et des Finances ;

Vu le mémoire ampliatif du 08 juin 1995, enregistré au Greffe de la Cour le 15 juin 1995 sous n° 155/GCS ;

Vu la lettre en date du 03 avril 1996 par laquelle le Greffier en Chef de la Cour suprême a communiqué aux différents Ministres pour leurs observations, la requête et le mémoire des requérants ;

Vu le mémoire en défense de l'Agent Judiciaire du Trésor en date du 03 décembre 1996 ;

Vu la consignation légale constatée par reçu n° 613 du 05 mai 1995 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Oùï le Président **Grégoire ALAYE** en son rapport ;



Où l'Avocat Général **René Louis KEKE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré, conformément à la loi ;

EN LA FORME :

Sur la recevabilité

Considérant que par requête en date du 05 avril 1995 enregistrée au Greffe de la Cour le 21 avril 1995 sous le n° 108, GNANGUENON Joseph et consorts ont saisi la Cour Suprême d'un recours de plein contentieux contre les Ministres de la Défense et des Finances ;

Considérant que l'examen du dossier révèle que le recours des requérants porte effectivement sur un plein contentieux ;

Qu'aux termes de l'article 42 de l'Ordonnance n° 21/PR « le ministère d'avocat est obligatoire pour introduire un recours ou suivre tout pourvoi devant la Cour Suprême..... » ;

Considérant que les requérants n'ont pas introduit leur requête par l'organe d'un avocat conformément à la loi, malgré la correspondance n° 1678/GCS du 15 juillet 2002 de la Cour les invitant à régulariser la situation ;


Que dès lors, ils doivent être déclarés irrecevables en leur recours ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Le recours de plein contentieux des requérants, en rétablissement de leurs droits, en date du 05 avril 1995 contre les Ministres de la Défense Nationale et des Finances, est irrecevable.

Article 2 : Notification du présent arrêt sera faite à GNANGUENON Joseph, DOSSOU Yaovi André, GAMBIYI Cosme, YEHOON Cosme, TCHABOSSOU Y. Antoine ; au Ministre d'Etat chargé de la Défense Nationale, au Ministre des Finances et de l'Economie et au Procureur Général près la Cour Suprême.




Article 3 : Les dépens sont à la charge des requérants.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Joséphine OKRY-LAWIN }

et }

Victor ADOSSOU }

CONSEILLERS.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi vingt-deux août deux mille deux, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

René Louis KEKE,

MINISTERE PUBLIC;

Et de Maître **Françoise TCHIBOZO-QUENUM**,

GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,


Le Greffier,





AE = 2000 / 4000 F
P = 2000

Enregistré à Cotonou le 27/08/05
Fo 53 Cas 2891-1
Reçu Quatre mille francs
L'Inspecteur de l'Enregistrement


Antoinette L. AGO



